



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Le Monde nazi : 1919-1945 (Johann Chapoutot, Christian Ingrao, Nicolas Patin)

Anne Roche
Université Aix-Marseille

Novembre 2025

Les lecteurs de *Témoigner* peuvent à bon droit se poser la question : y a-t-il du nouveau à apprendre sur « le monde nazi », avec le flot de publications déjà existant, dont la bibliographie pourtant sélective mais abondante (p. 575-614) donne une idée ? Le grand intérêt de l'ouvrage de Johann Chapoutot, Christian Ingrao et Nicolas Patin est précisément de nous fournir une boussole dans ce dédale, et de proposer une démarche historiographique qui tient compte des sources et tendances les plus récentes dans la recherche. En jalonnant les phases de la recherche historique, en la périodisant, ils permettent une mise en perspective de faits globalement connus, mais dont l'interprétation a pu varier. Et la forte leçon du livre est de nous rappeler que la « solution finale » fut certes un projet allemand, mais qu'elle eût été impossible sans relais nationaux, sans consentements locaux, et qu'il s'agit donc d'une histoire *européenne*.



Le nazisme comme vision du monde s'inscrit dans la grande famille des contre-révolutions nées dès les années 1790. L'extrême droite *völkisch* fait sienne la catégorie scientifique de race, communément admise de 1850 à 1945 dans les métropoles des empires coloniaux, comme la Grande-Bretagne et la France, ainsi qu'aux États-Unis esclavagistes et ségrégationnistes. « Race, inégalité, biotope : rien n'a été inventé par les nazis, ni même en Allemagne. » L'antisémitisme, loin d'être un *Sonderweg* allemand, est très présent dans l'Est européen (Pologne, Russie, zones baltes, Biélorussie, Ukraine)... comme en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Le nazisme n'est donc pas une « aberration », sa force est d'agrégier d'idées banales systématisées par le déterminisme racial, grâce auquel les Allemands peuvent trouver « un sens à leur existence et une intelligence du réel, passé, présent et à venir ».

Après avoir rappelé le traumatisme de la défaite de 1918 et surtout du « diktat » de Versailles, les auteurs mettent en garde contre une écriture téléologique de l'histoire : lire l'émergence du NSDAP à la lumière de 1933 amène à survaloriser ce petit parti, en omettant la radicalisation générale du champ politique allemand. Ils critiquent l'idée répandue selon laquelle Hitler et son parti sont arrivés légalement au pouvoir : en fait, le nazisme pratique la violence de rue tout en se présentant comme recours contre la guerre civile, retour à l'ordre, aidé en cela par la porosité des élites, qui ne cessent de le soutenir. Cela dit, le soutien populaire est réel, « loin de l'interprétation marxiste de l'époque », on en verra les ressorts.

Peut-on dire que l'État fondé en 1933 était « totalitaire » ? Ce concept, forgé après 1945 notamment par les analyses d'Hannah Arendt, n'est pas pertinent pour le nazisme. L'État de droit est voué à disparaître, « simple instrument neutre, technocratique » et flanqué de nombreuses agences ad hoc, qui empiètent sur les domaines de compétences de l'État. Le corpus de normes hérité est invalidé, l'État apparaît comme un obstacle à la dynamique de la vie et de la race, car les normes germaniques sont « censées avoir été orales, concrètes et particulières ». Par ailleurs, les nombreux conflits de personnes, entre agences ou « baronnies », les multiples dysfonctionnements, ternissent l'image d'un régime bien réglé que suggère le terme de « totalitaire ». Enfin, les chaînes de commandement laissent une large marge d'appréciation et d'initiative aux exécutants. « On sait bien et depuis longtemps que l'argument de la contrainte (“J'aurais été tué si je n'avais pas suivi les ordres”) est faux, car les officiers de ces unités laissaient à leurs hommes le choix de participer ou pas aux “actions spéciales” [...] Que la quasi-totalité des hommes ait cependant décidé de participer aux assassinats de masse pose d'autres questions. » C'est la réplique à Eichmann et à bien d'autres, plaidant qu'ils n'avaient fait qu'obéir aux ordres.

Certes, le régime nazi est bien un régime dictatorial, mais le paradigme totalitaire empêche de s'interroger sur la nature de cette terreur. En URSS, dans les années 1930 et 1940, presque 1/6 de la population est passée par le Goulag, soit 24 millions de personnes. Dans l'Allemagne de 1933, il y a 200 000 prisonniers politiques, soit 0,3 % de la population. Le pouvoir est brutal envers les opposants (politiques, Juifs, « déviants ») mais bienveillant envers les autres, et il a reposé sur le consentement et l'adhésion, nullement sur une « terreur » générale. À preuve le peu d'exemples de résistance concrète, la Rose blanche, les épouses de la Rosenstraße ou les conjurés du 20 juillet 1944, épisodes dont la minceur contraste avec l'« épaisseur éditoriale et mémorielle » qui a proliféré autour d'eux.

Quant aux Juifs, il faut rappeler que Weimar n'était déjà pas une société tolérante, d'ailleurs le SPD et le KPD durent prendre officiellement position contre l'antisémitisme. L'arrivée d'Hitler au pouvoir ne fut pas perçue d'abord comme une rupture, même par les Juifs. Tout change, mais peu à peu, avec les nombreux autodafés dans toute l'Allemagne, les boycotts, les ventes forcées, les persécutions, défilés déshonorants (*Rassenschande*). En 1938, la politique antijuive change non seulement d'échelle mais de nature, avec les *Pogroms de Novembre* (on n'utilise plus le terme de « Nuit de cristal », employé par les nazis). Or, quelques mois auparavant, les puissances internationales réunies à Évian avaient décidé de ne rien faire pour accueillir les réfugiés juifs... Golda Meir, qui y était, en conclura que la solution est un établissement national en Palestine mandataire...

Y a-t-il eu des oppositions, et lesquelles ? Le mouvement ouvrier a été décapité dès 1933 (emprisonnements, meurtres). Libéré de la menace du chômage, le monde ouvrier redevient conflictuel dans les années 1937-1939, mais il serait erroné d'interpréter tout conflit social en termes de résistance au nazisme. Quant aux catholiques, le « décret des crucifix » (1941), rapidement rapporté, ou l'efficace protestation des évêques contre le meurtre des malades mentaux prouvent qu'une opposition était possible : « Quand la révolte changeait d'ampleur, ou savait se publiciser, le régime reculait parfois. » Aider des Juifs à se cacher, geste considéré comme non politique, fut surtout le fait de femmes, doublement invisibilisées, à l'époque puis dans la recherche scientifique. Le roman de Hans Fallada, *Seul dans Berlin* (1947), fondé sur une histoire vraie, montre le degré d'atomisation de la société, où toute forme collective de résistance est devenue impossible, par la suppression des corps intermédiaires. Mais, comme le note Ian Kershaw, « tant que la répression visait des “indésirables”, la population l'acceptait. »

C'est que le nazisme « donnait du sens au monde et à l'histoire [...] en courbant les horizons d'attente de celles et ceux qui militaient pour lui, mais aussi, inexorablement, pour ses électeurs puis ses administrés. » Ce que désigne le terme de *Volksgemeinschaft*, utilisé aussi par la gauche au début du vingtième siècle : un dépassement de la lutte des classes, une société « inégale mais juste ». Pour les communistes et les sociaux-démocrates écrasés en 1933, c'est un slogan creux, comme le pensaient les historiens des années 1970-1990 ; pour la majorité des travailleurs, c'est une réalité contradictoire, avec la baisse du chômage, mais la faiblesse des salaires négociée avec le patronat, quelque peu compensée par une offre de sports, de vacances, de culture, et l'encadrement des individus à chaque âge. D'autre part, les revendications internationales du parti nazi, l'appel au *Lebensraum* (traduit par biotope), conviennent à une population qui se sent victime et brimée. Et le projet, gardé secret, intervient très tôt : dès février 1933, Hitler demande à ses généraux de préparer une guerre qu'il prévoit entre 1939 et 1941 et une politique de colonisation.

Or, la guerre est centrale dans la mémoire et les pratiques sociales en Allemagne depuis Weimar. Évoquant la « barbarisation » de l'armée allemande (Omer Bartov), les auteurs montrent que la violence de la *Wehrmacht* est perçue comme réactionnelle, la violence est violence de l'autre.

Le Troisième Reich tout entier est « une société combattante et impériale » fondée sur le travail servile et sur la prédation générale des pays occupés, prédation qui contribue à acheter une sorte de paix sociale. Mais la centralité de la guerre s'articule sur l'idée de la supériorité de la race aryenne, et sur la haine des races inférieures, en premier lieu les Juifs. Si la haine des Juifs est au cœur du projet nazi, elle s'étaye sur des siècles d'antisémitisme européen. « La Shoah n'aurait jamais été possible dans toute son ampleur sans l'adhésion et la participation active des institutions et des populations européennes, à l'Ouest comme à l'Est. » Les auteurs montrent comment le Reich est passé de la « solution territoriale » (forcer les Juifs à émigrer) à la solution finale (l'extermination). Et, contrairement à leur légende d'après 1945, les Allemands connaissaient les crimes nazis, ainsi l'assassinat des Juifs soviétiques n'a jamais été un secret, les soldats l'écrivaient à leur famille. Mais ils se considéraient comme des victimes et non comme des bourreaux – même pas des témoins.

Les promesses du régime nazi, « le travail et le pain », ont-elles été tenues ? Oui, mais « au prix d'une mise au chômage forcé de tous les exclus et internés, d'un réarmement titanesque et d'un gel des salaires réel exigé par le patronat, mais compensé par une politique sociale et fiscale généreuse, financée à crédit par la spoliation des « ennemis du Reich » et par les prédatons à venir... » Et fondées sur une extermination inhérente d'entrée de jeu au projet. Mais les auteurs rappellent aussitôt que, pour autant, le camp des vainqueurs n'est pas aussi innocent qu'il le prétend. « Une multiplicité de complicités génocidaires [...] confèrent au projet nazi des allures de désir presque européen. » Le phénomène nazi ne s'est pas dissipé en 1945. La dénazification n'a jamais eu lieu, à preuve l'ampleur des « recyclages » d'anciens nazis au plus haut niveau des États. « Le nazisme n'a pas été pensé pour ce qu'il fut : non pas un accident, mais la sécrétion la plus cohérente [...] d'une histoire occidentale qui avait créé toutes les catégories mentales et tous les instruments techniques d'une domination du monde et d'une réduction des êtres. »



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.